

# Fabriquer une communauté

Gestion des évolutions sociales dans les villes chinoises <sup>(1)</sup>

LUIGI TOMBA

Basé sur les résultats de plusieurs années de recherche de terrain dans différentes villes chinoises, cet article se penche sur les effets de la réforme du logement urbain et de la réorganisation de la ville chinoise sur la reconnaissance des droits des citoyens. Son objectif est double. On mettra d'abord en évidence la relation directe qui existe entre la volonté gouvernementale de préserver la stabilité sociale et la nouvelle carte d'occupation des espaces urbains. On montrera ensuite comment la gestion de ces nouveaux espaces joue en faveur d'une justification de la loyauté envers l'État.

*Le fait que les Chinois font preuve de plus en plus d'indépendance dans leurs opinions et dans leurs choix, et le fossé idéologique qui se creuse entre les différents groupes sociaux poseront ... des défis aux décideurs politiques chinois ...*

*Une société harmonieuse doit se caractériser par la démocratie, l'État de droit, la cordialité et la vitalité.*  
(Président Hu Jintao, 26 juin 2005)

*Fixer des limites est toujours un acte politique. Les limites déterminent l'appartenance : on se situe soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ces limites. Les limites définissent aussi l'espace pour faciliter les activités et les ambitions politiques, économiques et sociales.*  
(Blakely et Snyder, *Fortress America*, 1997, p. 1)

Chaque jour, dans une « cité HLM » de Shenyang, ancien bastion de l'industrie socialiste, une trentaine de personnes âgées (dont un seul homme) patrouillent les deux entrées d'un vieux bloc résidentiel où habite désormais un grand nombre d'ouvriers licenciés (*xia-gang*) et leurs familles. Le principal souci de ces « vigiles » est d'empêcher que les migrants ruraux pénètrent dans l'enceinte de l'immeuble pour y proposer leurs services et faire une concurrence déloyale à l'« économie de cour » (cordonniers, vendeurs de fruits) que le gouvernement autorise dans ces cités pour permettre aux chômeurs de gagner un peu d'argent.

Au même moment, dans une *gated community* (ou résidence sécurisée) de Pékin réservée aux classes moyennes, un groupe de copropriétaires apporte une dernière touche au jardin récemment construit. En fait, il ne s'agit pas d'un simple jardin mais d'un « mémorial » financé par la communauté pour célébrer l'aboutissement d'une bataille de quatre

ans avec le promoteur pour forcer ce dernier à achever le parc. Au centre de ce petit jardin, gravés sur une grande pierre blanche, on peut lire les caractères *shouwang huayuan*, « le jardin de la vigilance ».

Chacune de ces deux communautés veille sur des espaces très différents, d'un point de vue à la fois social, économique et politique. Les grand-mères de Shenyang se mobilisent pour défendre, face à un concurrent de l'économie résiduelle, le peu qui subsiste du système universel de protection sociale dont jouissait jadis la classe ouvrière en Chine. Les copropriétaires de Pékin défendent eux aussi leur droit : ils exigent non seulement que leur contrat soit honoré mais ils souhaitent aussi que se concrétise leur aspiration à une vie meilleure et plus autonome, du moins là où ils habitent. Ces deux groupes agissent dans l'intérêt de leur communauté et veillent à ce que leurs récriminations ne sortent pas des murs de leur résidence. Ils articulent toutefois leurs arguments de manières très différentes : d'un côté, la rhétorique politique relativement récente sur les droits des consommateurs, produite par l'État et ses médias dans le but de protéger les acheteurs et d'encourager la consommation ; de l'autre, les arguments classiques du droit à la protection sur lequel l'État socialiste fonde sa légitimité morale depuis des décennies.

Ces deux stratégies et discours se matérialisent dans des espaces spécifiques, qui sont le résultat d'une transformation radicale des villes chinoises. Mais cette nouvelle distinction spatiale dans la ville n'est pas que la conséquence de la commercialisation des espaces urbains ; elle est aussi le résultat de la mise en œuvre de stratégies de planification et de gouvernance bien définies.

1. Cette recherche a été financée par une bourse de l'Australian Research Council Grant (DP0662894) intitulée « Les communautés et les nouveaux modes de stratification dans une ville chinoise ».



Publicité pour une résidence haut de gamme à Chengdu  
© Luigi Tomba

Dans cet article, nous explorerons les effets de ces agencements spatiaux sur la création de nouveaux droits citoyens, et nous poursuivrons deux objectifs principaux. Le premier est de montrer qu'au-delà des impératifs de croissance économique, il existe un lien direct entre le désir énoncé par l'État chinois de maintenir la stabilité sociale et maîtriser les conflits sociaux d'une part, et la répartition de l'espace résidentiel urbain d'autre part. Différents styles de vie (auxquels correspondent des typologies résidentielles spécifiques) se traduisent souvent par des stratégies distinctes de gouvernement. Notre deuxième objectif est d'étudier la manière dont ces espaces et les nouvelles dispositions de gouvernance qui y sont associées contribuent à justifier et à entretenir la loyauté des citoyens envers l'État. La classification sociale produite par des espaces « créateurs de statut » permet en effet à l'État de répondre à la fois au désir d'autonomie sociale limitée manifesté par les classes moyennes vivant dans des communautés closes et autogérées, et aux demandes d'aide et de protection sociale exprimées par les ouvriers désillusionnés qui restent ancrés dans leurs quartiers du fait de leur dépendance à l'aide de l'État. Les documents, informations et entretiens présentés dans cet article ont été recueillis lors d'une enquête de terrain et d'observation participative menée sur une période de dix mois (entre 2002 et 2006) dans divers quartiers de Pékin, Chengdu et Shenyang.

## Les espaces urbains chinois et la gestion de la population

Les rapides changements sociaux et la nécessité de s'adapter à la pression de la mondialisation ont lancé de nouveaux défis à l'État socialiste chinois. Face à ces défis, celui-ci s'est adapté tout en refusant d'évoluer vers un système pluraliste. Sa méthode de gouvernement sert aujourd'hui à la fois les intérêts du développement capitaliste et le besoin de stabilité sociale et de légitimité politique. Cette technique se fonde essentiellement sur une reclassification de la population par le biais de nouvelles structures sociales et d'institutions chargées de mettre en œuvre cette nouvelle stratification<sup>(2)</sup>. Jusqu'à il y a quelques années, la structure cellulaire traditionnelle de la ville socialiste avait permis au gouvernement de classer et d'administrer les citoyens privilégiés par le biais d'institutions universelles comme l'unité de travail (*danwei*). Bien que celle-ci ait aujourd'hui quasiment disparu ou ait du moins perdu la majeure partie de ses anciennes fonctions administratives, les grandes villes ont maintenu un réseau d'organisations politiques à la base et une subdivision

2. Carolyn Hsu, *Creating Market Socialism. How Ordinary People are shaping Class and Status in China*, Durham, Duke University Press, 2007. Sur le discours relatif à la stratification, voir Ann Anagnost, « From Class to Social Strata: Grasping the Social Totality in Reform-Era China », *Third World Quarterly*, vol. 29, n° 3, p. 497-519.

géographique claire qui ont survécu à la construction urbaine et à la privatisation du parc de logements.

La classification et la privatisation de la société, deux phénomènes qui se sont accélérés depuis une dizaine d'années, ont également abouti à des degrés extrêmes de ségrégation résidentielle. Les gouvernements locaux ont facilité l'émergence de cette nouvelle ségrégation en mettant en œuvre une division fonctionnelle de la ville, c'est-à-dire en favorisant l'« embourgeoisement » de certaines parties de la ville et en encourageant la construction de lotissements résidentiels dans le centre des villes et le déplacement des activités de production vers la périphérie. Par ailleurs, les gouvernements municipaux des nouvelles villes postindustrielles dépendent des revenus générés par la vente de terrains à la construction, et le fait qu'ils jouissent d'un contrôle total sur les droits d'utilisation des terres et l'octroi des permis de construire leur donne carte blanche pour déterminer la morphologie de la ville moderne<sup>(3)</sup>.

Non seulement cette nouvelle ségrégation renfloue les coffres des autorités locales, mais elle remplit aussi une double fonction du gouvernement. D'une part, elle crée de nouveaux espaces où certains groupes sociaux (les classes moyennes et les élites bureaucratiques traditionnelles) peuvent jouir, de manière exclusive, des bienfaits de la transformation économique. D'autre part, elle contribue à isoler et à contenir le mécontentement des grands perdants des réformes, les détenteurs traditionnels des avantages du système socialiste qui sont désormais relégués aux vieilles communautés socialistes ou relogés dans nouvelles banlieues anonymes.

Un reclassement géographique, comme l'a observé Aihwa Ong dans ses travaux sur les « technologies de découpage » utilisées pour la création des zones économiques spéciales (ZES) au début de la réforme, « s'allie souvent à divers modes de gouvernement qui administrent différentes sections de la population en fonction de leur importance pour le capital mondialisé<sup>(4)</sup> ». Bien que les arguments qui mettent l'accent sur l'impact de la mondialisation puissent expliquer la manière dont les espaces urbains ont été réorganisés après la disparition des *danwei*, nous estimons que la ségrégation résidentielle visible aujourd'hui dans les villes chinoises contribue également à renforcer la légitimité de l'État et à accroître la portée de son autorité. En effet, bien que les nouveaux quartiers produisent des styles de vie différents, ils favorisent aussi un échelonnement de l'action gouvernementale. Comme nous le verrons plus bas, les fonctions disciplinaires et protectrices du gouvernement se conjuguent, en fonction des quartiers, avec divers degrés d'autonomie socié-

tales et d'intervention étatique. Par exemple, les ouvriers licenciés qui habitent dans les vieilles cités HLM sont soumis à un degré plus important de contrôle social – le prix à payer pour un accès à une protection sociale résiduelle –, alors que les classes moyennes des *gated communities* peuvent jouir d'une certaine autonomie en échange d'un comportement plus « responsable » et de la privatisation de certaines fonctions de gouvernance.

## Gouverner des villes hétérogènes

Les villes chinoises modernes évoquent généralement l'immensité, une population élevée et dense, les embouteillages et la pollution. Après l'urbanisation contrôlée des années 1960 et 1970, période pendant laquelle l'immigration des campagnes était contrôlée par des restrictions draconiennes sur la mobilité géographique et par le système d'enregistrement des foyers (*hukou*), la transformation économique des 30 dernières années a engendré une très forte urbanisation, et cette tendance ne va que s'accroître. On estime en effet que d'ici 2020 la moitié de la population chinoise vivra dans des centres urbains, contre 17 % en 1975<sup>(5)</sup>. Comme dans la plupart des villes des pays en développement, la population urbaine issue de cette métamorphose est loin d'être homogène. Contrairement à d'autres pays, en revanche, les groupes sociaux dans les villes chinoises ne sont pas seulement séparés par leurs conditions économiques et sociales ou par leur appartenance à des groupes culturels, ethniques ou raciaux, mais par leur relation aux politiques de l'État et par leur capacité à bénéficier de celles-ci. À l'époque maoïste, il suffisait d'être détenteur d'un *hukou* de citoyen pour jouir de privilèges considérables, surtout en période de pénurie, mais aujourd'hui différents groupes sociaux cohabitent dans la ville et sont en concurrence les uns contre les autres : les anciens ouvriers des usines d'État qui ont perdu leur emploi suite au démantèlement de l'industrie publique mais qui continuent d'être protégés par l'État, les fonctionnaires, les jeunes professionnels instruits qui se sont installés dans les villes en quête des nouvelles opportunités d'emploi

3. Pour une analyse plus approfondie du rôle des gouvernements locaux dans l'émergence de cette ségrégation résidentielle, voir Luigi Tomba, « Gating Urban spaces: Inclusion, Exclusion and Government », in Ola Uduku et Samer Bagaen (éd.) *Gated Communities: Social Sustainability in Contemporary and Historical Gated Developments*, Londres, Earthscan, à paraître.
4. Aihwa Ong, *Neoliberalism as Exception. Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham, Duke University Press, 2006, p. 78.
5. Nations unies, *World Urbanization Prospects. The 2001 Revision*. ST/ESA/SER.A/216, Publication des Nations unies, 2002.

offertes par les investissements étrangers et locaux, et les citadins qui ont obtenu leur permis de résidence parce qu'ils ont été mutés dans une unité de travail urbaine par les canaux officiels en place jusqu'à la fin des années 1980. Mais la ville abrite aussi d'autres groupes dont les membres ne jouissent pas de la même reconnaissance : les nouveaux citadins, les ouvriers migrants qui sont attirés vers la ville de manière temporaire ou définitive par un marché du travail déréglementé et par une forte demande dans le domaine des services domestiques. Les chances qu'ont ces personnes d'obtenir une couverture sociale et un niveau de vie décent dépendent en grande partie de leur situation professionnelle et de leurs réseaux sociaux puisqu'ils n'ont qu'un accès très limité à la protection sociale et aux avantages offerts par les grandes entreprises privées ou publiques.

La cohabitation de ces groupes, qui jouissent de statuts distincts et entretiennent des rapports différents à l'État, ne peut qu'engendrer des conflits sociaux portant sur l'espace et les ressources. En cela, elle représente un cauchemar pour les institutions locales désireuses de stabilité. Ce phénomène a en effet posé de nouveaux défis aux administrations locales et nationales et a nécessité une forte remise en question de la culture traditionnelle de planification<sup>(6)</sup> des villes socialistes et de leur pratique de gouvernance urbaine.

Cette nouvelle structure de gouvernance devait prendre en compte deux objectifs apparemment contradictoires : 1) stimuler la consommation urbaine et faire des citoyens les plus aisés des consommateurs « autonomes » et « responsables » tout en 2) maintenant un certain contrôle sur les plus démunis et sur ceux qui pouvaient représenter le plus grand danger pour la stabilité sociale.

Dans l'ancien système socialiste, la population était gérée par les unités de travail<sup>(7)</sup>. Les employeurs pourvoient tous les services essentiels, produisaient une dépendance économique et politique<sup>(8)</sup> et constituaient le point de contact principal entre les citoyens et l'État. Le statut d'un résident dépendait davantage de l'entreprise où il travaillait (une entreprise d'État gérée par le centre garantissait un meilleur statut qu'une entreprise collective locale) que de son emploi (le statut d'un directeur n'était que marginalement supérieur à celui d'un ouvrier dans la même entreprise<sup>(9)</sup>). Le statut, la consommation et l'accès aux ressources dépendaient presque toujours de l'unité de travail, et une communauté était souvent liée à son unité de travail sur plusieurs générations. En conséquence, les citoyens avaient le sentiment que tout leur était dû, et cette perception reste encore très ancrée aujourd'hui, malgré la disparition du système de la *danwei*. Au début des réformes, la position d'une personne dans le

système déterminait aussi les avantages qu'elle pouvait tirer des changements en cours. Les employés des meilleures entreprises dotées de meilleurs logements, par exemple, ont été les premiers à profiter de la vente subventionnée des logements publics qui a débuté au milieu des années 1980. Très vite, ils ont pu utiliser ces appartements comme garantie pour obtenir des prêts et investir dans l'immobilier à l'époque du boom des années 1990. Les ouvriers licenciés ou ceux qui appartenaient à des unités de travail dont les appartements étaient de mauvaise qualité n'ont pas eu cette chance. La stabilité de l'emploi et l'accès à la propriété de biens publics, y compris l'immobilier, sont deux facteurs qui ont considérablement contribué à la polarisation sociale et aux changements de stratégie en matière de gouvernance urbaine<sup>(10)</sup>.

Les villes ont également connu une privatisation rapide et importante de leurs espaces résidentiels. Les immenses « villes nouvelles » pouvant accueillir plusieurs centaines de milliers d'habitants logés dans les tours des *gated communities* sont devenues la norme dans la plupart des villes chinoises. Ces complexes résidentiels murés et sous surveillance permanente sont administrés par des sociétés de gestion. Ils abritent une nouvelle génération de propriétaires qui représentent aujourd'hui un pourcentage important de la population urbaine. Leur rêve d'accès à la propriété a pu être exhaussé grâce aux aides publiques et, de plus en plus, aux prêts bancaires immobiliers.

La privatisation de l'immobilier a produit différentes typologies de résidences, que ce soit en termes de la qualité du bâti, des types de gestion et de services, ou des styles de vie. Dans la mesure où l'accès au logement d'un citoyen dépend largement de sa situation sur le marché du travail, les quar-

6. Une des caractéristiques des villes postsocialistes en Chine est la réémergence d'une subdivision fonctionnelle du territoire urbain. Alors que le système de la *danwei* impliquait le partage de certaines fonctions entre différents territoires (par exemple résidence et production au sein d'un même complexe), la nouvelle culture du planning dans les années 1990 s'est traduite par un retour à la spécialisation fonctionnelle (commerciale, résidentielle, industrielle) qui est généralement caractéristique des villes capitalistes. Victor Sit, *The Nature and Planning of a Chinese Capital City*, Chichester, Wiley, 1999.
7. Sur le rôle social et politique des unités de travail, voir Lü Xiaobo et Elizabeth Perry (éd.), *Danwei: The Changing Chinese Workplace in Historical and Comparative perspective*, Armonk NY, ME Sharpe, 1997 ; et David Bray, *Social Space and Governance in Urban China. The Danwei System from Origin to Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2005.
8. Andrew Walder, « Organized Dependency and Cultures of Authority in Chinese Industry », *Journal of Asian Studies*, Vol. LXIII, n° 1, novembre 1983, p. 51-76.
9. Voir par exemple Lin Nan et Yanjie Bian, « Getting Ahead in Urban China », *American Journal of Sociology*, vol. 97, n°3 novembre 1991, p. 657-688.
10. Li Bin, « Zhongguo zhufang gaige zhidu de fenge xing » (Le caractère inégal de la réforme du logement en Chine), *Shehuixue yanjiu* (Recherche en sciences sociales), n° 2, 2002, p. 80-87.

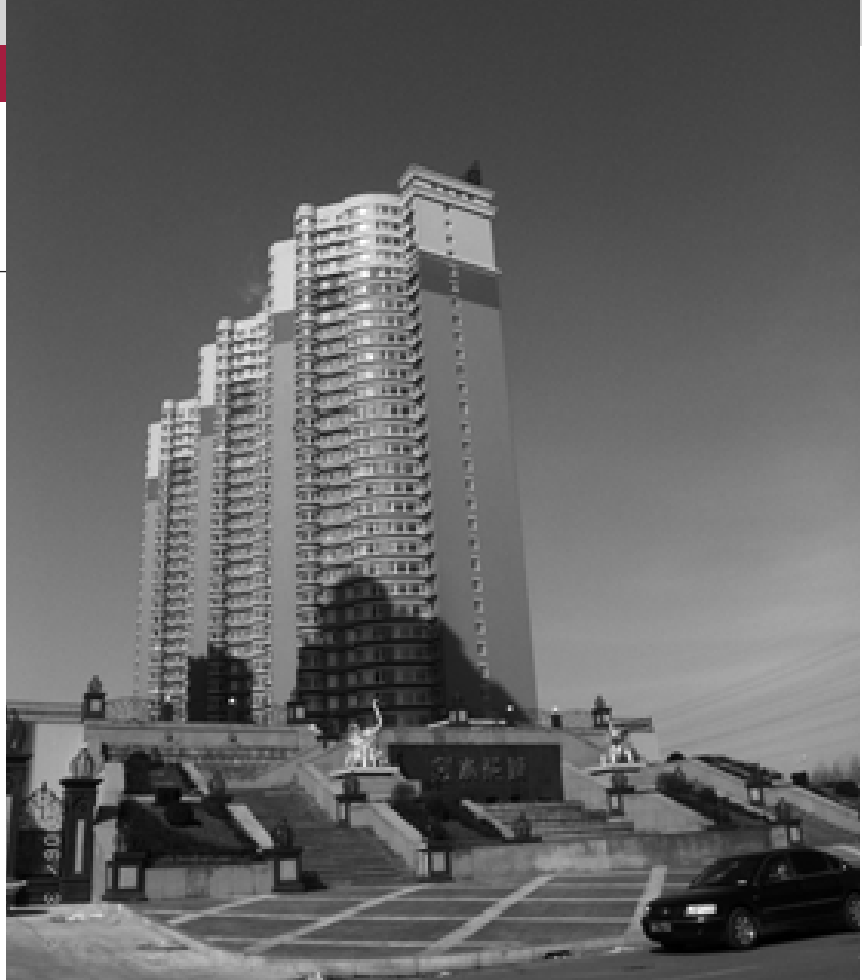
Une résidence haut de gamme à Shenyang

© Luigi Tomba

tiers résidentiels urbains en Chine se caractérisent par un mélange de lotissements privés, de communautés résidentielles subventionnées par l'État, de quartiers d'habitations subventionnés par les employeurs et de cités HLM. En fonction des différents types de gestion, les communautés jouissent d'une plus ou moins grande autonomie et sont soumises à un degré plus ou moins élevé de contrôle et de mobilisation politique. Grâce à cette mixité et à l'interaction entre les acteurs publics et privés (les sociétés de gestion et les promoteurs immobiliers), les villes chinoises ont produit une grande variété de styles de vie et chaque type de résidence correspond à un type de vie particulier. On peut citer les complexes construits par les unités de travail où les résidents partagent la même histoire professionnelle et les mêmes intérêts, les résidences des classes moyennes qui offrent un niveau élevé de services et favorisent la consommation, ou encore les lotissements de villas réservés aux élites qui produisent des styles de vie exclusifs et des existences atomisées. Hormis leur capacité à exprimer la séparation physique entre les classes ou les groupes statutaires, ces espaces révèlent aussi souvent une différence de « qualité <sup>(11)</sup> » entre les différents groupes.

Cet article n'a pas pour ambition d'explorer la complexité de ce phénomène. Même si certaines typologies contribuent à en comprendre les grandes lignes <sup>(12)</sup>, elles n'ont qu'une valeur explicative limitée. Notre intérêt ici est de mettre en relief deux idées principales : 1) il existe une hiérarchie sociale au sein des communautés qui se concrétise par des agencements spatiaux et qui est encouragée par les administrateurs locaux ; 2) cette hiérarchie a différents impacts sur le plan gouvernemental. Pour cela, nous allons nous concentrer sur deux types d'espaces très différents qui illustrent bien les différents rapports au gouvernement.

Ces deux types d'espace physique et social (le quartier ouvrier traditionnel et la *gated community* privée), bien que très différents en termes de qualité, de mode de gestion et de formes de socialisation, partagent deux caractéristiques : ils sont repliés derrière une enceinte et un portail, et ils nécessitent tous les deux une appartenance exclusive, sous la forme d'un enregistrement administratif ou d'un droit de propriété, ou les deux. Il s'agit d'unités territoriales et administratives closes qui, en dépit de la privatisation de la vie urbaine, facilitent le classement et le contrôle de la population et sont utilisées à cet effet par les administrations locales. Du fait de l'implication permanente des acteurs publics dans le contrôle de la forme et de l'organisation des espaces résidentiels, le lieu d'habitation détermine le type de gouvernance auquel on est soumis et, en fin de compte, affecte le degré d'autonomie ou de dépendance de chacun par rapport à l'État.



## Les quartiers ouvriers : gérer la crise urbaine

Les villes chinoises d'aujourd'hui évoquent généralement une croissance économique effrénée, un boom de la construction et un consumérisme rampant. Ce portrait impressionniste de la vie urbaine en Chine éclipse souvent l'impact considérable de l'écroulement progressif du système industriel étatique dans la seconde moitié des années 1990 qui a laissé tant de citoyens autrefois protégés par l'État dans la précarité <sup>(13)</sup>. Certaines administrations urbaines ont été confrontées non seulement à des taux de chômage <sup>(14)</sup> jamais vus jusque-là (et aux risques d'instabilité sociale qui en découlent), mais aussi à la disparition de l'unité de travail, cette institution qui gérait la population, la protection sociale

11. On remarque un nombre croissant d'études sur le concept de « qualité » en Chine. Voir, par exemple, Ann Anagnost, « The Corporeal Politics of Quality (Suzhi) », *Public Culture*, n° 16, 2004, p. 189-208; Tamara Jacka, *Rural Women in Urban China*, Armonk NY, ME Sharpe, 2006; Yan Hairong, « Neoliberal Governmentality and Neohumanism: Organizing Suzhi/Value Flow Through Labor Recruitment Networks », *Cultural Anthropology*, vol. 18, n° 4, 2003, p. 493-523; Andrew Kipnis « Suzhi, a Keyword Approach », *The China Quarterly*, n° 186, 2006, p. 295-313 et un numéro spécial à paraître de *Positions: East Asia, Culture Critiques*, dirigé par Tamara Jacka.
12. Pour une première évaluation de ces types de communautés résidentielles, voir Luigi Tomba et Beibei Tang, « The forest City. Homeownership and New Wealth in Shenyang », in David S.G. Goodman (éd.) *The New Rich in China. Future Rulers, Present Lives*, Londres, Routledge, 2008.
13. Voir Lee Ching Kwan, *Against the Law. Labor Protest in China's Rustbelt and Sunbelt*, Berkeley, University of California Press 2007.
14. Les trois provinces du nord-est de la Chine ont été les plus touchées par le démantèlement de l'industrie d'État en Chine. Plus d'un quart des 28 millions de licenciements qui ont eu lieu en Chine entre 1999 et 2004 se sont produits dans cette région.

et le contrôle de la société depuis plus de 30 ans. Les gouvernements des villes ont donc été contraints de déplacer le lieu de gouvernance des masses du lieu de travail vers le lieu de vie. Pour cela, il a fallu renforcer et raviver les vestiges des anciens « comités de quartiers » mis en place dans les années 1950<sup>(15)</sup>. Lorsqu'on parle aujourd'hui aux résidents de ce vieil outil de mobilisation politique, on entend souvent que les cadres des anciens comités de quartiers n'étaient rien d'autre que « des vieilles dames portant un brassard rouge ». Alors que celles-ci occupaient souvent le rôle de vigiles de quartier et d'organisateur politiques, leur efficacité en matière de gestion de la communauté dépendait beaucoup de leurs capacités individuelles et des rapports qu'elles entretenaient avec les cadres aux niveaux supérieurs. Ainsi, à partir de 1999, pour répondre au nouveau paysage résidentiel, à la privatisation de l'immobilier et à la croissance du chômage, les gouvernements municipaux ont injecté des fonds publics dans la gouvernance au niveau de la base. De nouveaux « comités de communautés résidentielles » (*shequ weiyuanhui*), comme ils sont appelés dans certaines villes, ont alors été créés dans chaque ville pour superviser les quartiers, chaque comité comprenant un directeur et deux directeurs adjoints élus<sup>(16)</sup>. Du fait des différences entre villes (et parfois entre les quartiers d'une même ville), ces unités territoriales peuvent administrer entre 1 500 et 6 000 familles et employer de 6 à 20 personnes (presque toutes des femmes). Le nombre d'employés ne dépend pas tant de la taille de la population mais plutôt du type de communauté et du nombre de familles qui se trouvent dans une situation sociale ou économique difficile. Par exemple, sur le campus d'un gros établissement universitaire de Pékin où la plupart des enseignants ont été relogés dans des lotissements privés construits pour eux, le comité n'occupe qu'une toute petite pièce entre la librairie et la salle de photocopieuses, et n'est composé que de six membres. Dans les quartiers les plus pauvres de Shenyang, en revanche, nous avons observé que même les plus petites communautés employaient entre 15 et 20 personnes.

Les directeurs et leurs adjoints sont généralement élus pour trois ans. L'élection est rarement compétitive, mais les candidats font l'objet d'un examen préliminaire par l'administration de l'arrondissement (*qu*) et sont approuvés au niveau du « bureau de rue » (*jiedao banshichu*)<sup>(17)</sup> avant de se mesurer au scrutin des résidents. Toutefois, ces élections procurent aux résidents un certain sens de « propriété » et il semble que, placés sous la supervision quotidienne des résidents/clients, les directeurs élus jouissent en général d'une très bonne réputation. Ces cadres, qui donnent beau-

coup d'eux-mêmes pour un maigre salaire, recueillent souvent le respect des résidents locaux et des membres du Parti. Dans un environnement privé de toute ressource, de telles figures publiques deviennent un outil de marketing important pour les communautés. Elles deviennent un canal permettant de faire pression sur les autorités municipales et provinciales afin d'obtenir des investissements ou des financements pour leurs propres activités<sup>(18)</sup>. À Shenyang, certains directeurs sont devenus tellement populaires que leur communauté est souvent mieux connue par le nom ou surnom de leur « leader » que par leur dénomination officielle.

Le salaire des employés de ces comités varie beaucoup d'une ville à l'autre. Alors qu'à Pékin ils sont comparables à ceux d'autres fonctionnaires, à Shenyang ces employés ne perçoivent qu'une prime (*putie*) qui est inférieure au salaire moyen pour cette ville (environ 800 yuans [90 euros] par mois). Le salaire des directeurs, en revanche, a récemment été augmenté pour atteindre 1 000 yuans par mois.

Ces structures offrent aussi un emploi à un certain nombre de « bénévoles » (*gongyixing gangwei*), généralement des chômeurs qui font ce travail pour continuer à toucher leur allocation du Bureau municipal du travail. Il est courant que le nombre de ces « bénévoles » dépasse celui des employés et qu'ils soient recrutés pour assurer certaines tâches comme la sécurité, l'aide aux personnes âgées, le nettoyage des rues, etc.

Non seulement les *shequ* organisent les activités sociales (festivals, etc.), et promeuvent les activités culturelles, sportives et éducatives dans le quartier, mais elles ont aussi repris la plupart des fonctions administratives assurées jadis par les

15. Franz Schurmann, *Ideology and Organization in Communist China*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1968 ; Benjamin Read, « Revitalizing China Urban Nerve Tips », *The China Quarterly*, n° 163, septembre 2000, p. 806-820 ; et Luigi Tomba, *Residential Space and Collective Interest Formation in Beijing's Housing Disputes* » *The China Quarterly*, n° 184, décembre 2005.
16. Robert Benewick et Akio Takahara, « Eight Grannies and Nine Teeth Between them: Community Construction in China », *The Journal of Chinese Political Science*, vol. 7, n° 1-2, printemps/été, 2002 ; Benjamin Read, « Democratizing the Neighbourhood? New Private Housing and Home-Owner Self-Organization in Urban China », *The China Journal*, n° 49, janvier 2003, p. 31-60 ; Luigi Tomba « Creating a Chinese Middle Class. Social Engineering in Beijing », *The China Journal*, n° 51, p. 1-29.
17. Les bureaux de rues constituent le niveau le plus bas du gouvernement. Les villes, en dessous des municipalités, sont administrées par « deux niveaux de gouvernement et un niveau d'administration ». Les deux niveaux de gouvernement sont l'arrondissement et le sous-arrondissement (au niveau de la rue), et le niveau administratif est la communauté de quartier. Avec l'expansion du rôle des communautés, certains commencent à évoquer une diminution significative du rôle des bureaux de rues et leur possible disparition en tant que niveau intermédiaire de gouvernance.
18. Bien que personne ne soit prêt à l'admettre, l'influence politique des directeurs de communautés joue un rôle certain dans leur capacité à obtenir des financements de la municipalité ou du district pour entreprendre des travaux de rénovation ou organiser des activités. Les communautés sont en concurrence les unes contre les autres pour obtenir le peu de ressources qui sont à leur disposition.

unités de travail ou les échelons supérieurs des gouvernements municipaux. C'est notamment le cas de la santé et de la sécurité, de l'enregistrement des foyers<sup>(19)</sup>, du paiement de diverses allocations (chômage, minimum vital), des services de formation et d'aide à l'emploi, du planning familial et de la surveillance des « éléments dangereux » tels que les adeptes du Falungong<sup>(20)</sup>. Chaque membre du comité est responsable de la supervision d'un nombre variable de familles (environ 200 à Shenyang) et leur première mission chaque matin est de visiter en personne la zone qui leur est assignée pour voir ce qui se passe et identifier les nouveaux problèmes.

Malgré les importantes responsabilités qui lui sont dévolues, et pour lesquelles les communautés perçoivent un financement des départements municipaux concernés ou de l'aide du bureau de police local, le comité n'est pas un échelon de « gouvernement » (*zhengfu*) mais un niveau « administratif » (*guanli*). Les salaires et les activités (propagande, activités ou campagnes sociales) sont généralement financés par le Bureau municipal des affaires civiles (*minzhengju*).

Bien que les discours officiels mettent l'accent sur le côté autonome de ces institutions<sup>(21)</sup>, nous avons remarqué lors de nos entretiens avec des résidents de Shenyang (ou le système est le plus visible) qu'elles sont bel et bien perçues comme des agences gouvernementales. Chaque fois que nous avons tenté d'expliquer aux résidents la différence entre le gouvernement et ces cadres responsables de l'autogestion, nous avons obtenu des réactions du type : « le (bureau) de la communauté fait beaucoup plus que le gouvernement, donc pour moi c'est lui le gouvernement » ou « bien sûr que ce sont eux le gouvernement, ils font tout ce que fait le gouvernement » ; ou encore « si le gouvernement, ce n'est pas le comité de la communauté, alors qu'est-ce que c'est ? ». Pour ceux qui continuent de dépendre de l'aide de l'État (chômeurs, familles à bas revenus<sup>(22)</sup>, handicapés), ces cadres demeurent, à l'instar de l'unité de travail autrefois, le point de contact le plus probable avec l'État et ses politiques. Les visites au bureau de rue – l'échelon supérieur généralement situé à deux pâtés de maisons et disposant généralement d'un bureau sur rue – sont devenues superflues pour la plupart des citoyens.

Une double ligne d'autorité (Parti communiste et administration civile) existe formellement dans la communauté comme dans toutes les autres institutions chinoises, sauf que presque partout ailleurs le directeur de la communauté est également le secrétaire de la cellule du Parti. Quand ce n'est pas le cas, les deux responsables deviennent chacun l'adjoint de l'autre. L'adhésion au Parti continue d'être une caractéristique des

directeurs de comités de communautés résidentielles, mais à Shenyang les employés de la communauté ayant adhéré au Parti ne constituent pas la majorité. Dans l'ensemble, les communautés ne semblent pas être un outil de recrutement efficace pour le Parti puisque même dans les communautés les plus pauvres, moins de 5 % des résidents adhèrent au Parti.

Les bénévoles qui aident la communauté ou occupent des positions dans les divers sous-comités<sup>(23)</sup> sont généralement plus âgés. Ce sont souvent des anciens cadres qui ont un niveau d'éducation supérieur à la moyenne ; leur réputation et leur connaissance du système leur valent un certain respect. Ils contribuent en temps et en argent aux activités sociales et à l'éducation de la communauté (par exemple à travers les « universités communautaires » (*shequ daxue*) réservées au troisième âge) et jouent un rôle clé lors des grandes manifestations dans la communauté telles que les principales célébrations politiques ou les jours d'élection de comité. Lors de notre enquête, beaucoup de résidents et de cadres interrogés ont vanté les qualités de ces personnes qui sont actives, relativement instruites et membres du Parti communiste depuis longtemps.

À Shenyang, où la refonte du système industriel a produit une génération entière de chômeurs<sup>(24)</sup>, le besoin d'une ges-

19. Cela est normalement la responsabilité du bureau de police local, mais ce travail est souvent confié à des vigiles recrutés avec des fonds provenant du Bureau du travail. Ces vigiles exercent leur activité au sein des comités de communautés. En général, les communautés se sont vu confier de plus en plus de responsabilités relatives au contrôle des mouvements, des comportements et de l'enregistrement des travailleurs migrants qui louent régulièrement des appartements dans la communauté.
20. Le Falungong est une pratique inspirée du Qigong qui a été interdite par le gouvernement en 1999 et qualifiée de « culte du mal ». Depuis, l'éradication de ce mouvement et, selon certains, les poursuites contre les pratiquants du Falungong, continuent et font partie de la mission de contrôle social confiée aux *shequ*. Benjamin Penny, « The Falungong, Buddhism and "Buddhist qigong" », *Asian Studies Review*, vol. 29, n° 1, mars 2005.
21. Cette autonomie concerne notamment des domaines comme la gestion, l'éducation et les services.
22. Le dispositif de l'« allocation minimum vital » (*zuidi shouru baoxian*, or *dibao*) est financé par le gouvernement local et par le gouvernement central (dans le cas du Liaoning, la contribution de ce dernier était supérieure à 38 % en 2003). Ces allocations sont distribuées et contrôlées par le biais des communautés. Les familles dont le revenu est inférieur à une somme fixée par le ministère des Affaires civiles (220 yuans par mois à Shenyang, 300 yuans à Pékin et 195 yuans à Chengdu) ont droit à un complément et à certaines exemptions (gaz et électricité, frais de scolarité, loyer, assurance médicale). En 2006, 22,4 millions de citoyens Chinois pouvaient prétendre à ce *dibao*, dont près de 80 % de chômeurs. Voir Chen Jiandong et Armando Barrientos, *Extending Social Assistance in China, Lessons from the Minimum Living Standard Scheme*, Chronic Poverty Research Centre, Working paper 67, novembre 2006 ; et World Bank, *China Revitalizing the Northeast: Towards a Development Strategy*, janvier 2006.
23. Dans une communauté de ce type, il existe normalement un comité consultatif (*xieshanghui*) et un comité de copropriétaires, un représentant de l'immeuble et un nombre d'associations de loisirs qui sont inscrites auprès de la communauté.
24. Eva P.W. Hung et Stephen K.W. Chiu, « The Lost Generation: Life Course Dynamics and Xiangang in China », *Modern China*, vol. 29, n° 2, avril 2003, p. 204-236.



Des cadres d'une communauté offrent gracieusement des préservatifs pendant une réunion du planning familial

© Luigi Tomba

tion localisée et attentive des quartiers résidentiels où vit cette classe ouvrière laissée pour compte a été plus pressant que dans des villes prospères comme Pékin. Les zones administratives ont été consolidées (certaines comptent maintenant jusqu'à dix mini-zones, *xiaoqu*) mais restent de taille relativement petite comparées à celles de Pékin ou Chengdu. Pour mieux servir les besoins des résidents les plus démunis, le Bureau municipal des affaires civiles s'efforce d'accroître la visibilité des bureaux de communautés au point qu'un règlement impose désormais à chaque communauté d'avoir au moins 400 mètres carrés de bureaux publics. Les progrès accomplis par la communauté pour devenir une « communauté harmonieuse » (*hexie shequ*) sont relevés sur la base d'une « évaluation basée sur 100 points » qui impose à chaque communauté d'atteindre certaines normes prédéfinies en matière d'organisation, d'offre de services et d'édification du Parti. En fonction de leur capacité à obtenir des financements des niveaux supérieurs du gouvernement, les communautés peuvent avoir des salles d'activités, des salles de sport, des bibliothèques et des salles de conférence. Dans une communauté particulièrement bien lotie, plus de 2 000 mètres carrés sont réservés à la salle commune et aux bureaux. Un autre aspect de la visibilité de l'État dans ces communautés est l'utilisation de plus en plus fréquente de sys-

tèmes de vidéosurveillance. Surveillés en permanence par des vigiles « bénévoles », ces systèmes très modernes et coûteux, installés grâce à des fonds provenant du Bureau des affaires civiles filment les intersections à l'intérieur de la résidence, même dans des quartiers pauvres où il n'y a pas grand-chose de valeur à voler. Cette stratégie est surtout censée décourager les malfaiteurs éventuels (dans une communauté que nous avons visitée, la seule activité criminelle enregistrée en deux ans fut un vol de bicyclette), mais les résidents sont généralement satisfaits parce que ce système renforce leur sentiment de sécurité.

À Shenyang, les communautés ont reçu de l'argent pour venir en aide aux chômeurs (près de 40 % des fonds destinés à l'aide au chômage proviennent du gouvernement central<sup>25</sup>) et à Pékin, le travail communautaire a été renforcé pour améliorer la surveillance des activités sociales à l'approche des jeux Olympiques. À Chengdu, en revanche, les communautés les plus défavorisées souffrent d'un manque critique de ressources depuis la campagne pour l'édification des communautés en 1999.

Mme Jiang, ingénieur à la retraite, gère un comité et ses six employées. Elle s'est plainte que celles-ci sont peu instruites

25. World Bank, *China Revitalizing*, op. cit.





Une salle polyvalente pour retraités à Shenyang

© Luigi Tomba

et ont eu de la chance d'obtenir ce travail. « Elles auraient bien des difficultés à trouver quelque chose sur le marché du travail ». Mme Jiang, qui est élue, gagne 900 yuans par mois, un salaire bien inférieur à ce qu'elle touchait dans son unité de travail. La communauté dont elle s'occupe est plus grande que la moyenne à Shenyang ou à Pékin, puisqu'elle compte 26 000 résidents officiels et environ 20 000 travailleurs migrants « non déclarés ». Cette partie de la ville est considérée comme une zone à haut risque social puisque beaucoup de résidents – surtout les plus âgés – vivent dans des conditions très dures suite au déclin de l'industrie locale. Mme Jiang passe son temps à rendre visite à des familles dans le besoin, à organiser des collectes de vêtements avec les associations caritatives locales et à lancer des projets économiques autofinancés dans la communauté. Pour faire face à la dégradation de la situation, les communautés ont souvent recours à une « économie de cour » (*yuanli jingji*), bénéficiant ainsi des exemptions fiscales accordées aux activités économiques familiales menées dans l'enceinte de la communauté (cuisine, garage à vélos, ateliers de réparations, vente de fruits, etc.).

Ces exemptions et, plus généralement, une application plus flexible du règlement dans ces communautés, encouragent les activités commerciales informelles. Dans une commu-

nauté proche de la gare routière, les résidents ont réorganisé leurs appartements pour proposer des chambres bon marché à des nouveaux migrants ou à des étudiants. Ces activités, le plus souvent non déclarées, ne satisfont pas aux règles de sécurité et d'hygiène mais sont pour la plupart tolérées par les responsables de la communauté comme par la police.

En conclusion, on peut affirmer que les comités de communautés résidentielles remplissent un certain nombre de fonctions sociales, économiques et politiques, et contribuent à recréer les solidarités communautaires et les opportunités économiques marginales qui avaient souvent disparu après l'effondrement des unités de travail. Leur rôle de conseiller et protecteur est amplement justifié par le discours socialiste classique de solidarité, d'intervention étatique et de droit à la protection sociale, un discours qui vise particulièrement les groupes les plus vulnérables de la société.

## Les gated communities des classes moyennes

Contrairement aux quartiers difficiles qui utilisent des ressources publiques importantes et alimentent la perception d'un gouvernement plus présent et d'autorités locales plus visibles, les quartiers résidentiels riches en ressources privées

tendent à éviter toute interférence du gouvernement. Les comités de *shequ* ignorent presque totalement les résidences privées les plus riches situées dans leur juridiction. Comme le souligne Mme Jiang, « Ils n'ont pas besoin de nous. Ils paient des sociétés de gestion pour s'occuper de leurs problèmes ». Dans des villes comme Pékin qui possèdent une importante classe de propriétaires vivant dans des *gated communities*, la taille du territoire que l'État et ses agences sont incapables – et souvent peu désireux – de gérer directement a augmenté considérablement ces dernières années.

Depuis une dizaine d'années, un nombre croissant de citadins ayant les moyens d'acheter une maison ont quitté le quartier de leur unité de travail pour s'installer dans une nouvelle résidence sécurisée. Pour cette raison, beaucoup de quartiers ont changé de physionomie et un grand nombre de blocs résidentiels ont été construits. Cette transformation a eu entre autres pour conséquence le transfert des fonctions classiques de gouvernance urbaine vers des « agents » privés. Incité par le boom de l'immobilier, un fort pourcentage de la population urbaine a acheté des appartements (plus de 80 % à Pékin), et beaucoup dépendent plus de services privés que de l'État dans leur vie quotidienne. Beaucoup n'ont que des rapports sporadiques et insignifiants avec les représentants de leurs quartiers et souvent ne savent même pas ce qu'est le comité ni où il se trouve. En théorie, les comités de communautés décrits plus haut existent dans tous les quartiers, qu'ils soient riches ou pauvres, nouveaux ou anciens, mais lorsqu'une résidence est gérée par une société privée, les représentants de la communauté ont souvent des difficultés à entrer dans la résidence, sans parler d'y effectuer un travail semblable à celui qu'ils peuvent accomplir dans les communautés défavorisées. Les espaces sécurisés ont donc engendré la privatisation de certaines fonctions de gouvernance (sécurité, hygiène, éducation et parfois même planning familial).

Les pratiques de gouvernance privée évoquent souvent le discours de l'État sur l'autonomie des communautés<sup>(26)</sup>. Les gestionnaires présentent leurs services comme favorisant la coexistence responsable et harmonieuse, et les propriétaires reproduisent à leur avantage la rhétorique sur les droits des consommateurs et sur les comportements éthiques qui dominent désormais l'information sur la vie communautaire dans les médias.

Ces espaces sont soumis à une réglementation privée. Concernant la gestion des lotissements privés, l'État exige simplement que la société de gestion signe un contrat avec un comité de copropriétaires démocratiquement élu. Ces comités fonctionnent de manière plus ou moins autonome, en fonction de leur situation. À Pékin, par exemple, le nombre

de conflits entre copropriétaires et gestionnaires est extrêmement élevé depuis quelques années, et il est fréquent que les comités de copropriétaires agissent de manière ouverte et autonome pour défendre les droits des copropriétaires et, dans certains cas, s'engagent dans des conflits longs et durs avec le promoteur ou la compagnie de gestion. Là où les conflits sont peu fréquents, l'organisation spontanée est moins probable, et les sociétés de gestion parviennent généralement à neutraliser les comités de copropriétaires et à en contrôler la formation, l'élection, la composition et les activités.

Dans tous les cas, toutefois, l'environnement sécurisé se traduit inévitablement par la privatisation des fonctions de gouvernance. Dans certains lotissements, ce phénomène a des conséquences extrêmes. ZX, un promoteur de taille moyenne à Chengdu a construit et vendu trois lotissements différents destinés à des clients de classes moyennes, plus ou moins aisés. ZX a la particularité d'associer un certain « style de vie » aux logements qu'il propose.

ZX présente ses résidences comme des « expériences de vie » entièrement différentes. Les résidents appartiennent non seulement à un environnement quasiment autonome conçu et organisé sur mesure, mais à un endroit où la société de gestion joue un rôle actif pour faciliter les interactions sociales, les activités culturelles et sociales, et renforcer la sécurité. Le label « style de vie ZX » (*shenghuo fangshi*) incorpore tous les aspects de la vie sociale et, lors de notre visite, la société était en train de faire les démarches nécessaires pour déposer le label « style de vie ». Chaque résident est encouragé à se joindre à des groupes d'activités créés en fonction de la demande (jeu d'échecs, football, danse, musique, art, voyages, environnement, etc.), et la société de gestion se vante du fait que les résidents ne s'ennuient jamais parce qu'ils ont toujours une activité à leur disposition. ZX appelle sa philosophie de gestion *shede* (retour de service à la communauté) et met en avant l'idée selon laquelle « la société est comme une grande famille, et notre entreprise n'est qu'un membre de cette famille ». (Cette formule m'a rappelé le slogan du gouvernement souvent associé au travail communautaire, « la communauté est ma famille », *shequ shi wo de jia*.) Dans ce cas, la société de gestion a entièrement remplacé le comité officiel en tant qu'organisateur d'activités sociales. L'un des principaux objectifs de ce mode de gestion reste, à n'en point douter, la manipulation et le contrôle des biens et des services grâce à l'orientation des choix des

26. Nous abordons la question du discours officiel sur l'édification des communautés dans un autre article, « Of Quality, Harmony and Community: Civilization and the Middle Class in Urban China », *Positions: East Asia Cultures Critique*, à paraître.

consommateurs vers des formes spécifiques de consommation et vers des fournisseurs de services particuliers. Par exemple, l'une des stratégies de marketing associées au « style de vie ZX » est l'adhésion gratuite des résidents à un club automobile qui leur propose des réductions importantes lors de l'achat d'un véhicule d'importation neuf auprès d'un concessionnaire qui, bien sûr, fait partie du groupe ZX. De la même manière, les vacances et les cours pour enfants et adultes sont proposés par le « bureau style de vie ZX », qui dirige ses clients vers des prestataires amis. À leur insu, les résidents font soudain partie d'un projet de consommation du fait même de leur statut de propriétaires.

Ce style de gestion, qui est répliqué à des degrés différents dans de nombreux quartiers, empêche les organisations traditionnelles du gouvernement d'intervenir dans la vie et les affaires communautaires des résidents et rend la mise en œuvre des politiques visant à favoriser l'intégration sociale plus difficile, voire totalement inutile.

Pour accentuer la dévolution des pouvoirs vers les *gated communities*, les « réglementations (nationales) concernant la gestion immobilière » (*wuye guanli tiaoli*) du 1<sup>er</sup> septembre 2003 accordent aux comités de communautés de quartiers la possibilité de déléguer certaines de leurs fonctions gouvernementales traditionnelles à des gestionnaires privés. En pratique, la société de gestion doit signer un contrat qui énumère ses responsabilités sous la forme d'un cahier des charges très précis. En dehors des fonctions habituelles d'une société de gestion (entretien, services et gardiennage), les gestionnaires sont notamment responsables de faire appliquer le planning familial et doivent rendre des comptes au gouvernement. Toutefois, étant donné le caractère clos de ces résidences et le manque d'expérience des responsables, les cas de *chaosheng* (naissances non déclarées) sont, paraît-il, fréquents au sein de ces *gated communities*. Un rapport de Xinhua publié en 2003 a alerté l'opinion sur le fait que ces résidences sécurisées sont en train de devenir des « paradis pour les naissances non déclarées » (*chaosheng bifeng gang*<sup>(27)</sup>) et ont dénoncé le phénomène de « guérillas des naissances non déclarées » (*chaosheng youji*) ou de résistance à la politique de l'enfant unique malgré les lourdes amendes infligées pour toute naissance hors planning. Les responsables des bureaux de rues chargés de la campagne pour le planning familial ne sont souvent pas admis dans ces résidences et s'en remettent à leurs interlocuteurs dans les sociétés de gestion. Comme la question du planning familial n'est pas une priorité pour les gestionnaires, la personne employée pour s'occuper de cette question est souvent peu qualifiée (une société nous a même

avoué que leur responsable du planning familial était un ancien chauffeur de taxi au chômage).

Les difficultés inhérentes à l'application du planning familial dans un espace clos et privé illustre non seulement les effets de la réforme de la gouvernance dans de tels espaces mais aussi le manque d'intérêt manifesté par l'État pour intervenir directement dans des endroits où un certain degré de stabilité sociale est garanti. La capacité des organisations traditionnelles à pénétrer dans ces lieux et d'influencer les styles de vie est radicalement réduite. En même temps, les organisations privées comme les sociétés de gestion fixent de plus en plus les règles de cohabitation et déterminent les modes de consommation tout en reproduisant le discours officiel sur les « communautés harmonieuses ».

## Assistance et autonomie : les communautés et la légitimation des discours dominants

Comme nous l'avons déjà souligné, il existe en Chine d'autres types de résidences que les deux que nous avons décrits (la cité HLM traditionnelle gérée par un comité de communauté résidentielle et la *gated community* régie par une société spécialisée). Nous nous sommes penchés sur ces deux exemples parce que ce sont des endroits qui sont associés aux deux groupes sociaux les plus controversés et les plus séditieux de la Chine urbaine socialiste ces dernières années : les ouvriers licenciés et laissés pour compte d'une part, et les nouveaux riches instruits, socialement actifs et conscients de leurs droits d'autre part. Bien que ces pratiques de gouvernance contribuent en grande partie à satisfaire le besoin de statut et d'autonomie des plus riches et les besoins fondamentaux des chômeurs en matière de protection sociale, les deux groupes manifestent également un intérêt remarquable pour la mécanique sociale, politique et spatiale qui est explicite dans le projet de construction d'une communauté.

Bien sûr, les conflits, qui sont souvent de nature collective, sont fréquents dans l'environnement résidentiel, comme beaucoup l'ont déjà montré<sup>(28)</sup>. Ce qui est remarquable, toutefois, c'est que l'argumentation utilisée dans ces conflits locaux tend à renforcer la rhétorique d'édification de la com-

27. Xinhua News Agency, 15 juin 2003.

28. Li Zhang, « Forced from Home. Property Rights, Civic Activism and the Politics of Relocation in China », *Urban Anthropology*, vol. 33, n° 2-4, 2004, p. 247-281 ; et Luigi Tomba, « Residential Space and Collective Interest », *art. cit.*

munauté produite par les médias officiels et les autorités locales et à mettre l'accent sur le rôle que peuvent jouer les communautés pour venir en aide aux groupes vulnérables (*ruoshi qunti*) ou pour créer des citoyens autonomes, responsables et patriotes.

À Shenyang, les chômeurs d'un certain âge considèrent leur communauté comme la seule institution qui puisse encore leur permettre de protéger leurs acquis d'anciens employés de l'État. Orphelins de leur unité de travail, ces chômeurs ont aussi souvent perdu leur réseau social. Après avoir vécu la Révolution culturelle, qui a ébranlé leur éducation, puis le démantèlement des entreprises d'État, qui a mis fin à toute perspective de carrière, ces quadragénaires et quinquagénaires considèrent l'aide publique comme le seul vestige de leur statut jadis privilégié. Nous avons pu remarquer chez les nombreux chômeurs plus ou moins âgés que nous avons interviewés à Shenyang une remarquable résistance à abandonner la communauté ou à aller s'installer dans une autre partie de la ville ou dans une autre ville. Le fait de rester dans la communauté permet aux familles de demeurer dans le système et de bénéficier du peu de soutien encore garanti par l'État. Par ailleurs, quand les conditions matérielles deviennent très dures, l'existence d'un logement (souvent vendu par l'unité de travail à un prix très avantageux) constitue la raison première de rester dans la communauté. Cette dépendance ne prend fin que quand la génération suivante « prend le large », mais dans les villes où le marché du travail s'est effondré et où les salaires sont extrêmement bas, les enfants restent dans le petit appartement familial pendant très longtemps et épuisent les ressources existantes plutôt que d'apporter de l'argent.

Parce que ces résidences ne reflètent plus comme avant des « communautés » de collègues partageant la même histoire et les mêmes griefs, il est peu probable qu'elles deviennent des lieux de protestations collectives fondées sur l'appartenance à une classe. Les récriminations collectives sont beaucoup plus fréquentes dans les usines que dans les communautés. La relation entre l'État et les chômeurs au niveau des communautés semble être bâtie sur l'acceptation mutuelle d'une rhétorique d'assistance. Les anciens employés de l'État, désormais sans emploi, considèrent encore souvent l'État comme un État providence. Comme l'a fait remarquer un de nos interlocuteurs qui vit des allocations depuis quelque temps :

*Quel travail je veux ? Je me contenterais d'un travail qui me rapporterait 800 ou 900 yuans, même si c'est à peu près ce que touche ma famille en allocations.*

*De toute façon, c'est devenu impossible aujourd'hui. Personne ne veut de quelqu'un comme moi qui n'ai qu'un niveau minimum d'éducation. Maintenant, les entreprises ne veulent de vous que pour quelques mois, sans aucune sécurité, ils ne paient même pas votre assurance santé ! Donc j'ai tout intérêt à rester chez moi. Mes parents étaient de petits cadres et touchent une retraite, donc ils peuvent nous aider, et ma fille va à l'école. Quand elle aura fini ses études, elle trouvera un travail et pourra venir en aide à sa famille.*

Un autre homme interviewé, âgé de 38 ans, qui touche une allocation chômage de 350 yuans par mois et travaille comme gardien nous a dit :

*Je ne cherche pas vraiment autre chose. Ça me suffit pour survivre et les choses vont mal sur le marché du travail. Je n'arriverai jamais à gagner plus. Là, j'ai un boulot propre et sûr, et je sais que l'État s'occupera de moi s'il m'arrive quelque chose.*

Cette perception est aussi en grande partie la conséquence d'une dépression commune face à un destin collectif. Presque chaque famille que nous avons rencontrée durant nos entretiens à Shenyang a été touchée par le chômage. La dépendance vis-à-vis de la protection offerte par la communauté est perçue davantage comme un droit que comme un choix. Les propos d'un employé municipal de Shenyang vont dans ce sens : « Ces gens-là ont travaillé pour l'État et la révolution toute leur vie et c'est notre devoir de les aider, quel qu'en soit le coût. » Le gouvernement a fait beaucoup d'efforts pour encourager les entreprises à employer ces ouvriers licenciés (allègements fiscaux, subventionnement des coûts fixes de recrutement), mais ces efforts ne semblent pas avoir porté fruit. Une enquête menée auprès des allocataires du « minimum vital <sup>(29)</sup> » dans la province du Liaoning en 2004 a révélé que seulement 30 % d'entre eux avaient utilisé les services de reclassement professionnel offerts par la communauté, mais que 70 % se déclaraient satisfaits du système d'allocation en place <sup>(30)</sup>.

Enfin, ces chômeurs d'un certain âge ne nourrissent plus aucun espoir pour leur propre avenir et ils investissent toute leur énergie dans l'éducation de leur seul enfant. Pour eux, la gouvernance communautaire est visible, ils possèdent un toit, touchent des allocations et ont accès à un système de re-

29. Voir note 23.

30. World Bank, *Revitalizing the Northeast*, op. cit., p. 108

classement très médiatisé mais inefficace. Tous ces avantages correspondent à leurs attentes et, malgré une nette détérioration de leurs conditions de vie, leur dépendance vis-à-vis de ces avantages les maintient sous la coupe du gouvernement.

Grâce à un engagement perpétuel et à une surveillance constante des conditions sociales, la communauté semble donc avoir pour mission première de contenir le mécontentement. L'intervention de l'État par le biais de la communauté, qui est visible mais tout au plus palliative, contribue à perpétuer cette perception de satisfaction malgré une détérioration évidente des conditions de vie et une réduction des opportunités qui affectera vraisemblablement deux ou trois générations. Ainsi, le problème devient endémique mais il n'est pas explosif.

De l'autre côté du spectre, chez les propriétaires des classes moyennes, nous avons trouvé que la convergence entre les discours de l'État et les attentes individuelles limite tout autant le risque d'un débordement des conflits hors de l'enceinte de la communauté. Les groupes de propriétaires mécontents justifient souvent leurs actions collectives contre les promoteurs, les sociétés de gestion et même les responsables locaux par un désir partagé de contribuer à l'édification de la nation et à l'émergence d'une Chine forte. Cet argument s'appuie sur la rhétorique dominante de la classe moyenne qui est présentée comme étant de « haute qualité » (*gao suzhi*) et responsable de la modernisation et de l'édification de la nation. Ainsi, les promoteurs aux dents longues, les sociétés de gestions inefficaces et même les voisins peu coopératifs viennent à symboliser ce qui constitue un obstacle à la modernisation de la Chine alors que les « communautés harmonieuses » deviennent par leur action collective des forces fondamentales pour l'avancement de la nation.

Lisa Hoffman a récemment publié un article sur les attitudes « patriotiques » des jeunes professionnels de Dalian qui s'approprient les discours officiels sur la responsabilité envers la nation dans la définition de leur nouvelle subjectivité professionnelle<sup>(31)</sup>. Nous avons pu, dans le cadre de notre enquête, observer une attitude similaire chez les responsables de communautés et les propriétaires. La socialisation dans une communauté éthique est souvent décrite comme « la meilleure école pour former des citoyens » ou comme « les fondations sur lesquelles se construit la nation ». Le discours qui consiste à justifier les actions menées contre les promoteurs et les gestionnaires place donc les communautés du côté du gouvernement et de son désir d'une société stable et « harmonieuse ». « Il existe quelque 100 000 communautés à travers le pays », précise un document rédigé par un respon-

sable de communauté à Pékin. « Si chaque communauté parvient à faire de ses citoyens des citoyens responsables, qui se consultent mutuellement et participent [à la vie communautaire], la Chine deviendra inévitablement une société harmonieuse enviée de tous ». L'émergence d'un discours indépendant mettant l'accent sur des citoyens fiables, responsables et disciplinés, des citoyens « de haute qualité » en somme, qui justifient leurs récriminations par le besoin d'améliorer la nation et de contribuer à son avancement et à sa modernisation, envisage la création de sujets d'un nouveau type. Ces citoyens sont disciplinés et partagent l'objectif principal du projet communautaire : la transition vers une forme de gouvernement qui s'appuie sur la responsabilisation des acteurs privés dans la gestion de la société.

Plutôt que de symboliser une autonomie sociétale qui défie l'autorité de l'État, les nouveaux quartiers des classes moyennes projettent souvent l'image d'organisations vertueuses qui contribueront à la stabilité sociale et à l'édification de la nation – un pas en avant dans la civilisation de la Chine urbaine. Ils deviennent ainsi les instruments qui permettront de renforcer l'État plutôt que de limiter son influence, comme le prescrit le libéralisme.

En plaidant en faveur de la moralité, du souci des autres et de la responsabilisation mutuelle, le Président d'un comité de copropriétaires à Pékin a fait de sa communauté un modèle de coopération entre les copropriétaires, les gestionnaires et les autorités locales, ce qui n'est pas le cas des communautés avoisinantes qui sont en proie à toutes sortes de conflits. L'idée d'une communauté « où grandissent et vivent des "gens bien", disciplinés, idéalistes, compréhensifs, coopératifs et tolérants » fut un succès immédiat. Nous l'avons rencontré pour la première fois en 2003, avant qu'il ne prenne ses fonctions. Quand nous l'avons revu un an plus tard, nous avons passé une après-midi entière à regarder toutes les émissions de télévision auxquelles il avait été invité. Son « communautarisme responsable » a obtenu la reconnaissance des autorités locales et centrales, et bon nombre de nouvelles résidences en proie à des conflits font appel à lui pour ses conseils. Lors de notre entretien, il nous a dit que les conflits dans les communautés sont une « question de mentalité » : « Les Chinois sont devenus riches trop vite ; dans leur tête, ils vivent encore dans des taudis ».

En nous expliquant son grand projet qui consiste à faire de

31. Lisa Hoffman, « Autonomous Choices and Patriotic Professionalism: On Governmentality in Late-socialist China », *Economy and Society*, vol. 35, n°4, novembre 2006, p. 550-570.

ces quartiers des « États idéaux » (*lixiang guo*), il décrit pratiquement les communautés autogérées comme le point culminant d'un chemin vers la civilisation :

*La population se divise en trois groupes: D'abord, il y a un groupe hétéroclite composé de personnes qui ne se regroupent que pour protéger les petits profits qui pendent sous leur nez. Ils n'ont pratiquement aucune moralité, aucune valeur et sont incapables de placer leurs intérêts dans le contexte général. Ils se dispersent comme des oiseaux ou des bêtes. Puis il y a les groupes subjugués : ces gens, pour leur propre survie ou pour des raisons historiques ou pratiques, sont subordonnés à une autorité quelconque et se plient à la volonté de cette autorité comme si leur existence en dépendait.*

*Enfin, il y a les « communautés d'aspirations » (yiyuan de gongtongti) : dans ces communautés, les gens ont des attentes communes ; chacun souhaite que les intérêts de tous soient protégés, que les intérêts privés de quelques-uns n'entravent pas les intérêts de tous, que la protection de certains ne se fasse pas au détriment d'autres, que leurs dirigeants n'abusent pas de leur pouvoir ... et que chacun défende la règle primordiale de sa communauté : c'est-à-dire que chacun – les individus comme les organisations – accepte les règlements communs et les valeurs suprêmes de la loi et de la justice. Notre quartier fait partie de ce groupe<sup>(32)</sup>!*

Bien que l'autonomie soit une question primordiale pour les responsables des communautés, ce n'est pas pour eux une valeur antagoniste. Elle se fonde sur les mêmes principes d'ordre, de retenue, de légalité et de moralité que ceux qui sont sous-entendus dans le concept des communautés autogérées imaginé par le gouvernement.

Les communautés des classes moyennes estiment qu'elles sont en droit d'avoir non seulement un niveau de vie supérieur mais aussi un rôle moteur dans le processus d'édification de la nation. Pour différentes raisons, et tout en mettant l'accent sur la « socialisation civilisée » et la vie quotidienne, les résidents semblent souvent aussi préoccupés que leur gouvernement par le besoin d'améliorer la « qualité » de la population. L'extrait ci-dessous d'un document rédigé par le chef d'un comité de copropriétaires est un exemple de la rhétorique sur le « pays fort » et montre bien que l'autonomie peut être un sujet commun dans le discours indépendant sur l'éthos de la communauté.

*Le fait que les Chinois ignorent ou font fi de certaines lois culturelles est un problème qui ne sera pas résolu dans les « grandes questions ». C'est en effet dans les petites choses de la vie quotidienne que leur éducation se fera... Nous devons bien comprendre que gérer notre communauté selon la loi et créer de bons citoyens dans notre communauté sont les fondations des fondations de la stabilité dans notre pays et représentent un premier pas vers la renaissance de notre nation... Si la famille et les communautés sont incapables de produire de bons citoyens, sur qui l'État doit-il compter pour créer une bonne société, un bon pays ?... L'éducation des gens doit commencer dans la famille et dans la communauté, surtout la communauté. La communauté est un environnement civilisé, le point de rencontre entre la famille et la société. Elle est le pilier d'une société civilisée<sup>(33)</sup>.*

## Conclusions

Nous avançons que la privatisation des espaces résidentiels a engendré une ségrégation et que cette ségrégation est exploitée par le gouvernement. Dans les grandes villes ayant connu le déclin de leur industrie, la résidence marque de plus en plus une séparation non seulement entre des styles de vie, des statuts et des modes de consommation différents, mais aussi entre des modèles de gouvernement différents. Les communautés urbaines chinoises sont traditionnellement des espaces de socialisation dense et des lieux d'intense activité gouvernementale. De nouveaux outils et de nouvelles pratiques pour la gestion de l'ordre social sont aujourd'hui en place mais celles-ci sont toujours inspirées et justifiées par les rhétoriques traditionnelles de légitimation du PCC : servir le peuple et bâtir un pays fort. Ces discours s'adressent de manière distincte à différents types de personnes, et les pratiques de gouvernance dans les villes chinoises sont adaptées pour répondre aux besoins spécifiques d'une société stratifiée et pour satisfaire les attentes créées par la réforme économique dans les différents groupes sociaux.

Le PCC a adapté le ton et le contenu de son idéologie aux nouveaux sujets qu'il contribue à créer (les classes moyennes, les laissés pour compte du système) en alliant

32. Bei Ye, *Guanyu jianshe meihao shenghuo de sikao* (Comment se construire une belle vie), brochure (auto-publié), Pékin, 2003.

33. Nous ne pouvons révéler le nom de l'auteur ni le titre du document mais ce dernier est en notre possession. Pékin, 2003.



Un des rares vestiges industriels de Tiexi (Shenyang) transformé en œuvre d'art

© Luigi Tomba

l'éthique des droits libéraux à celle de l'assistance socialiste. Le vocabulaire de la « lutte des classes » a été remplacé par celui de l'« harmonie », mais les avantages sociaux de certains groupes sont préservés. Les conflits sociaux ne sont plus le moteur de la révolution ; ils sont devenus une menace à la révolution.

Dans les villes, la gouvernance « sur mesure » est essentiellement un processus spatial et localisé où l'État local utilise son contrôle du territoire pour mettre en œuvre une classification de la population et refondre les pratiques de gouvernance en fonction de cette classification. Créateurs de statut et de ségrégation, les espaces résidentiels urbains favorisent la mise en place de ces formes de gouvernance.

Dans ce contexte, le long processus de privatisation et de réforme a, de fait, davantage servi à renforcer la légitimité du régime autoritaire qu'à la réduire, puisque l'État et ses politiques sont perçus par les groupes les plus favorisés comme le dernier barrage contre la dérégulation du marché, et par les classes moyennes comme les pourvoyeurs des nouveaux « droits » acquis.

Bien qu'il ne constitue qu'une facette de la manière dont le pays est gouverné, ce gouvernement de communautés

montre que le régime en place parvient, tout en adaptant ses stratégies, à maintenir sa capacité à façonner le territoire et à gouverner le peuple.

Le but de cette stratégie, comme pour toutes les autres formes de dévolution dans les campagnes, n'est pas tant l'élimination des conflits sociaux (pour garantir un avenir harmonieux) que leur endiguement. Cet endiguement est certes le résultat de techniques répressives mais il fonctionne aussi sur trois niveaux. À un niveau territorial, les responsables locaux, les organisations de masse et les sociétés de gestion sont rendus directement ou indirectement responsables du lieu dont ils ont la charge, et ce lieu est souvent clairement défini et localement administré. La pression qui pèse sur ces agents pour parvenir à l'« harmonie » n'émane pas seulement de l'État local mais aussi des résidents. À un niveau horizontal, les différents groupes sociaux ne sont pas autorisés à organiser conjointement des protestations ni à être représentés au-dessus du niveau de la communauté. Enfin, à un niveau discursif, le sentiment souvent invoqué par les chômeurs que l'État est là pour venir en aide, contribue à figer certains groupes dans une identité de dépendance. En même temps, le sentiment d'implication dans le projet d'édification d'une

nation forte donne aux citoyens des classes moyennes de « haute qualité » une raison de revendiquer, pour eux-mêmes, la protection de leurs droits et, pour l'État, le maintien de l'ordre. Cela va dans le sens du discours officiel sur la civilisation et l'harmonie : il est nécessaire de venir en aide aux groupes sociaux les plus faibles et de responsabiliser les plus riches<sup>(34)</sup>.

Les notions de « communauté » et d'« autogestion », ailleurs associées à la possibilité de provoquer le changement social et politique par le bas, ont été utilisées par le régime chinois pour introduire de nouvelles formes de loyauté à son égard. Celles-ci sont parfois définies par le terme de « solidarité socialiste » ou, quand cela est nécessaire, par les concepts d'autonomie, d'autogouvernement et de « qualité ». Dans les deux cas, ces termes font appel à des aspirations et à des besoins très concrets. Ils invoquent aussi une image de l'État qui est très ancrée dans les différents groupes sociaux. La stabilité sociale reste l'objectif principal du régime. Cet objectif ne peut toutefois plus être atteint par l'imposition de normes déterminées par l'État, mais nécessite la participation d'agents formellement autonomes et privés ainsi que la création de nouveaux citoyens. •

- Traduit par Raphaël Jacquet

#### Caractères chinois

Chaosheng bifeng gang	超生避風港
Chaosheng youji	超生遊擊
Dibao xian	低保險
Gao suzhi	高素質
Gongyixing gangwei	工藝性崗位
Guanli	管理
Hexie shequ	和諧社區
Jiedao banshichu	街道辦事處
Lixiang guo	理想國
Minzhengju	民政局
Butie	補貼
Qu	區
Ruoshi qunti	弱勢群體
Shenghuo fangshi	生活方式
Shequ daxue	社區大學
Shequ weiyuanhui	社區委員會
Shequ	社區
Shouwang huayuan	守望花園
Suzhi	素質
Xiagang	下崗
Xiaoqu	小區
Xieshanghui	協商會
Yezhu weiyuanhui	業主委員會
Yiyuan de gongtongti	意願的共同體
Yuanli jingji	原理經濟
Zhengfu	政府
Zuidi shouru baoxian	最低收入保險
Dibao	低保

34. Luigi Tomba « Of Quality Harmony and Community », art. Cit.